LES PAYS FRANCOPHONES SE MOBILISENT POUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Réunion ministérielle des pays francophones

TOKYO, 11 Octobre 2012

Réunis à Tokyo le 11 Octobre 2012, sous la présidence de M Patrice KITEBI, Ministre délégué aux Finances de la République démocratique du Congo et la vice-présidence de Messieurs Alamine Ousmane MEY, Ministre des finances du Cameroun, et Tayi NGY, Secrétaire d'Etat des finances du Royaume du Cambodge, les ministres des finances des pays francophones ont examiné les questions relatives au financement du développement.

Leurs principales interrogations ont porté sur la façon de combler le déficit considérable subsistant entre les besoins identifiés d'un commun accord par la communauté internationale et les ressources disponibles dans l'état actuel des dispositifs d'aide publique, d'investissements privés et de transferts de fonds.

Se référant aux actions conjointes de plaidoyer menées par les Secrétaires généraux de la Francophonie et du Commonwealth auprès des Présidences du G20 et aux décisions prises lors des précédents Sommets du G20, ainsi qu'aux conclusions des réunions déjà tenues des Ministres des finances des pays à faible revenu francophones, rappelant les Déclarations des Sommets de la Francophonie de Québec et de Montreux et se plaçant dans la perspective de la Déclaration du prochain Sommet de Kinshasa, ils reconnaissent la nécessité de rechercher et de promouvoir des mécanismes susceptibles de répondre effectivement et rapidement aux besoins de financement du développement.

Ils soulignent l'importance des travaux menés à ce titre dans le cadre du Groupe pilote sur le financement du développement, qui doit se réunir ce même 11 octobre 2012 à Tokyo, et se félicitent de voir se construire progressivement une réponse mondiale à un défi mondial. Ils s'engagent à travailler ensemble de façon régulière afin de faire connaître leur point de vue à la communauté internationale.

En conclusion les ministres saluent la collaboration renforcée entre l'OIF et les Institutions Financières Internationales, ainsi qu'entre différents réseaux travaillant avec ces Institutions, tels que le Caucus Afrique. Ils appellent l'OIF à continuer de renforcer cette collaboration ainsi qu'à approfondir et élargir le travail commun avec le Commonwealth sur les sujets du G20 et à poursuivre l'action de plaidoyer auprès de ce Groupe, en soutenant des solutions globales à un besoin global.